

Paix et sécurité

Depuis nombre d'années, le Canada s'efforce de répondre aux besoins des pays déchirés par des conflits en faisant des activités de consolidation de la paix une partie intégrante du développement à long terme. En 1996, il a donné le coup d'envoi à son Initiative de consolidation de la paix pour subvenir à ces besoins plus rapidement, de façon mieux coordonnée et plus cohérente. En outre, il s'est attaqué aux questions interreliées de la sécurité, du développement et des dépenses militaires.

Le Canada souscrit à l'objectif consistant à doter l'Afrique des moyens voulus pour gérer et prévenir les conflits. C'est ainsi qu'il a fourni 2,5 millions de dollars à l'appui du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits.

Le Canada est un leader mondial de la campagne visant à éliminer le fléau des mines antipersonnel. Il a soutenu les programmes de déminage en Angola, au Cambodge, au Laos et en Afghanistan, et se prépare à réaliser un programme d'envergure au Mozambique. De plus, le Canada contribue à des programmes multilatéraux de déminage dans toutes les parties du monde. En décembre 1997, le premier ministre a annoncé que le Canada affecterait 100 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, à la mise en œuvre de la convention d'interdiction des mines antipersonnel.

Le Canada appuie le Tribunal des crimes de guerre pour le Rwanda en lui fournissant des fonds et des ressources humaines.

Commerce et investissement

Les entrepreneurs canadiens considèrent aujourd'hui que l'Afrique leur offre de nouvelles perspectives en matière de commerce et d'investissement. En sept ans, l'investissement direct du Canada en Afrique a presque triplé, passant de 233 millions de dollars en 1989 à 687 millions en 1996. Des entreprises canadiennes participent à 50 p. 100 des nouvelles activités minières en Afrique.

Les Canadiens veulent s'assurer que les investissements dans le secteur minier favorisent l'atteinte des objectifs de développement. L'Initiative de recherche sur les politiques minières du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) se concentrera sur les mécanismes pouvant faire en sorte que l'intense activité minière de l'Amérique latine et des Antilles serve le développement durable. On espère ainsi maximiser la contribution de l'industrie minière à la croissance et à la répartition équitable des revenus. De plus, les entreprises canadiennes ont élaboré d'elles-mêmes un code de conduite volontaire concernant leurs activités à l'étranger.